

Manque de croissance et manque de réformes : le temps de l'action

Les réformes structurelles, qui améliorent le potentiel de croissance et l'efficacité d'une économie, sont aujourd'hui bien connues. La question n'est ni de droite ni de gauche. Il y a une urgence économique et sociale à enrayer le déclin français et défendre notre modèle en le rendant soutenable. Pourquoi alors éprouvons-nous autant de difficultés à résoudre les problèmes jumeaux de l'économie française, le manque de croissance et de réformes ?

Notre culture conflictuelle-droite/gauche, patrons/salariés, pays riches/pays pauvres, multinationales/peuples, etc.-, ne peut plus nous empêcher de voir la réalité et de mettre en place les solutions concrètes et pragmatiques qui s'imposent.

Autre frein aux réformes : un Etat historiquement hyperpuissant et centralisateur. Cette organisation, jadis utile à la France, n'est plus adaptée à une société et à une économie globalisées et organisées en réseaux. Le digital bouscule les rapports d'autorité. Par son omniprésence, l'Etat intermédie la relation entre chacun et la société, entre chacun et les autres. Au lieu de se sentir responsable face à la collectivité, l'individu exprime une demande forte d'Etat. Chacun refuse alors les réformes, méfiant quant à la réalité de l'effort réclamé aux autres et questionnant l'incapacité de l'Etat à prendre en charge tous les problèmes.

Simultanément se sont érigés, au fil du temps, des groupes d'intérêt corporatistes puissants. Et des syndicats trop faiblement représentatifs dans les entreprises privées. Résultat : un vide de construction du social, une sorte de «social corporatisme» doublé de «social technocratie»*. Difficile donc de penser symétriquement à ses devoirs autant qu'à ses droits et d'accepter les réformes.

Ajoutons un mélange culturel historique qui fait trop souvent de la compassion l'alpha et l'oméga de l'action politique et du débat médiatique et nous empêche de voir les choses telles qu'elles sont ou de nous donner les moyens de les corriger. Compétitivité en déclin, chômage élevé, exclusion trop forte du marché du travail des jeunes, inégalité croissante des chances, niveau moyen relatif de compétence trop faible... Face à la réalité des faits, la compassion ne peut nous servir de politique et nous exonérer de bousculer quelques a priori et habitudes de pensée très spécifiquement françaises.

Heureusement les Français prennent conscience des limites d'une compétitivité insuffisante. De règles trop lourdes. D'abus trop nombreux et non corrigés. Et de déficits publics permanents, dûs à une sphère publique qui n'a pas suffisamment recherché depuis longtemps l'efficacité du système, conduisant ainsi à des dépenses sur PIB (et de fait à des impôts) parmi les plus élevées d'Europe, alors que la qualité des prestations publiques ne se situe que dans la moyenne.

Nos compatriotes appréhendent mieux, fort des exemples de nos voisins étrangers, les réformes nécessaires pour mettre fin à cette spirale suicidaire et protéger notre mode de vie et notre protection sociale. Pour permettre le mariage heureux et nécessaire du vivre ensemble et de l'envie d'entreprendre. Dans une société fondée sur l'équité.

Cette prise de conscience nouvelle doit permettre aujourd'hui aux gouvernements de lutter contre ces atavismes spécifiquement français et de traiter de façon crédible ces questions afin que les Français cessent d'être parmi les peuples les plus pessimistes au monde quant à l'avenir collectif de leur pays.

S'appuyant sur l'opinion, osant éventuellement les referendums pour contrer les oppositions corporatistes, nos gouvernements doivent avoir le courage de trouver le chemin du changement, d'en expliquer le sens et de convaincre. Baisser les dépenses publiques certes, mais avec un plan d'ensemble pour réorganiser efficacement la sphère publique. Mais encore réformer sans idéologie, notamment le marché du travail et le système de retraite, pour prendre en compte l'allongement de la durée de vie en équilibrant les comptes. Enfin, conduire des politiques de compétitivité, notamment en baissant la fiscalité et les cotisations sociales des entreprises. C'est l'ensemble de ces changements qui donnent la possibilité, dans les contraintes qui sont les nôtres, de protéger durablement notre niveau de vie et notre protection sociale, en combinant à moyen terme augmentation de la croissance et réduction des déficits publics.

Reste un élément clé : en formuler la bonne programmation et le bon accompagnement. Gageons que si le chemin en est vertueux et résolu, le rythme en sera ajustable.

Olivier Klein
Professeur d'économie et finance à HEC

* Expression de Denis Olivennes